

**Avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité
environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine relatif au projet
de modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme
intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Cœur de
Charente (16)**

Avis conforme NA-2026-014175/KK AC PLU

**Avis conforme rendu
en application du deuxième alinéa de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment son article R. 104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret n°2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;

Vu la décision du 1^{er} septembre 2025 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 104-33 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu le dossier fourni par la personne publique responsable enregistré sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposé par la communauté de communes Cœur de Charente (16), reçu le 23 février 2026 relatif à la modification simplifiée n°2 de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), en application des articles R. 104-33 deuxième alinéa à R. 104-35 du Code de l'urbanisme ;

Vu les éléments complémentaires reçus le 25 mars 2026 et ayant pu être pris en compte dans le cadre de cet avis ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 13 mars 2026 ;

Considérant que la communauté de communes Cœur de Charente, compétente en matière d'urbanisme, souhaite apporter une seconde modification simplifiée à son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ; que le PLUi a fait l'objet d'un avis de la MRAe daté du 26 octobre 2022¹ et a été approuvé le 27 avril 2023 ;

Considérant que cette modification vise à :

- créer le secteur de taille et de capacité limitée (STECAL) Azs dans le règlement écrit de la zone agricole A autorisant les locaux administratifs, des réseaux et ouvrages (énergie et infrastructures de transports), les installations liées à la gestion des milieux, les affouillements et exhaussements du sol, l'industrie (en lien avec les énergies renouvelables, par changement de destination ou sur un site déjà artificialisé), le commerce de gros, des exploitations agricoles ;
- identifier 10 STECAL Azs correspondant à des entreprises agricoles existantes de stockage, de transformation ou de commercialisation au sein de la zone agricole A ;
- créer un STECAL Azs au sein de la zone agricole A d'une superficie de 2,5 hectares sur la commune d'Aussac-Vadalle, afin de permettre la création d'une unité de méthanisation ;
- identifier un STECAL Nes au sein de la zone naturelle N pour la réhabilitation des bâtiments existants du site des fours à chaux du domaine d'Echoisy à Celletes ;
- reclasser deux parcelles actuellement classées en zone urbaine Uc à vocation d'habitat, enclavées dans un site économique, en secteur urbain Uz1 à vocation économique à Mansle-les-Fontaines ;
- identifier 31 bâtiments susceptibles de changer de destination en zones agricole A et naturelle N sur les communes d'Aigre, Cellefrouin, Cellettes, Lichères, Luxé, Maine-de-Boixe, Saint-Amant-de-Boixe, Saint-Ciers-sur-Bonnieure, Val-de-Bonnieure, et Verdille ;

Considérant que le règlement du secteur Azs vise notamment à autoriser des activités industrielles « dans le cadre d'un changement de destination ou si la nouvelle construction s'implante sur un site déjà artificialisé » ; que les incidences de l'installation d'activités industrielles sur les secteurs concernés, proches de zones habitées pour certains, nécessitent d'être approfondies (conflits d'usage, préservation des ressources, déplacements sur le territoire) ;

Considérant que le dossier indique qu'aucun enjeu n'a été identifié sur le terrain concerné par le STECAL destiné à accueillir un méthaniseur sur la commune d'Aussac-Vadalle ; que le règlement du PLUi identifie ces terrains dans un secteur à protéger pour des motifs paysagers ;

Considérant que le projet de méthaniseur a fait l'objet d'une demande d'enregistrement de l'unité de méthanisation au titre des installations classées pour l'environnement (ICPE) ; que les inventaires écologiques réalisés dans le cadre de cette demande ont révélé la présence d'espèces d'intérêt patrimonial, dont une espèce floristique protégée (Odonite de Jaubert) sur le terrain concerné ; qu'ils mettent en outre en lumière la raréfaction des habitats favorable à cette espèce ; que le site est utilisé pour l'alimentation et la reproduction d'espèces d'oiseaux protégées ; qu'il convient de poursuivre la recherche de solutions moins impactantes pour l'environnement ;

Considérant que, selon le dossier, le PLUi en vigueur identifie 406 bâtiments susceptibles de changer de destination ; que la modification n°2 consiste à identifier 31 bâtiments supplémentaires susceptibles de changer de destination ; que ces bâtiments sont susceptibles de favoriser le mitage du territoire et l'usage de la voiture individuelle ; que le PLUi prévoit la création de 1 509 logements, dont 1 002 en extension urbaine avec une consommation annuelle d'espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF) de 9,2 hectares ; que la MRAe a relevé dans son avis du 26 octobre 2022 que cela représente une trajectoire de réduction de la consommation d'espace de - 40 % de 2021 à 2031 qui n'est pas compatible avec l'objectif du SRADDET Nouvelle-Aquitaine ; qu'il convient de prendre en compte les bâtiments susceptibles de changer de destination à vocation de logement, dans le projet de développement intercommunal en substitution à la construction neuve sur des espaces NAF dans le PLUi en vigueur ; que le dossier ne précise pas l'aptitude des sols à l'infiltration et la disponibilité d'un exutoire adapté à proximité des bâtiments susceptibles de changer de destination ;

1 https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/pp_2022_12995_e_plui_coeurdecharente_avis_ae_mrae_signe.pdf

Considérant les informations fournies par la collectivité ;

rend un avis conforme

sur **la nécessité** de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de modification simplifiée n°2 du PLUi de la communauté de communes Cœur de Charente (16).

Conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la communauté de communes Cœur de Charente (16) rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Le présent avis conforme sera publié sur le portail des publications de l'évaluation environnementale <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/#/public/portalReviews>

Le présent avis conforme ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Il ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Fait à Bordeaux, le 14 avril 2026

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,

le membre délégué

Signé

Cédric GHESQUIERES